

## Dâ€™impossibles Élections au Burundi : Faut-il dâ€™ se faire l'idée ?

@rib News, 03/05/2015 Burundi. Impossibilitâ€™ aller aux Élections et nécessité du dialogue pour une transition  
Albanel Simpemuka Impossible dâ€™ aller aux Élections Les Élections législatives et communales, sont prévues pour  
mai prochain. Cependant, des raisons empêchent dâ€™ espérer aller aux Élections selon le calendrier décliné par la C  
La première est lâ€™insécurité provoquée par les milices Imbonerakure, qui poussent des dizaines de milliers de Burundais  
à fuir vers les pays limitrophes. Ce phénomène, constamment dénoncé par lâ€™opposition, est devenu flagrant à lâ€™  
des Élections et a fait comprendre le potentiel de violence que représentent ces milices. Lors de ces Élections, elles vont  
terroriser les citoyens et imposer le choix des candidats du parti présidentiel. Cela dâ€™autant plus quâ€™ils sont armés et  
des tenues de la police, ce qui entretient une confusion dangereuse.

Lâ€™autre raison est que la crise actuelle, faite de désaccords, de manifestations, de répressions par tirs à balles réelles  
dâ€™arrestations, dâ€™emprisonnements, de fermeture des médias indépendants etc., nâ€™installe pas un climat de co  
sécurité et de motivation nécessaire à une Élection. La troisième raison est le manque de confiance dans lâ€™éthi  
professionnalisme de la CENI et de ses délégués. Cette commission qui a organisé les Élections de 2010, est  
contestée par lâ€™opposition. Elle est accusée de partialité et de corruption. Lâ€™opposition a réclamé, en vain, un  
consensus qui ne soit pas au service dâ€™un camp. Elle est persuadée que le fichier électoral est truqué et quâ€™une  
par la terreur et lâ€™informatique a déjà été préparée, pour assurer dâ€™avance une victoire écrasante au CNDD-  
quatrième raison est lâ€™exclusion structurelle de lâ€™opposition et la fermeture de lâ€™espace politique : tout au long du  
du CNDD-FDD, lâ€™opposition a été empêchée de tenir des réunions, de circuler dans le pays pour rencontrer ses  
partisans et expliquer ses projets de société. Certains leaders ont été contraints à lâ€™exil, dâ€™autres ont été  
Justice sous des accusations fabriquées de toutes pièces pour les intimider et les salir aux yeux des populations. Pour  
accéder à un emploi public, il fallait exhiber la carte du parti présidentiel. Pendant ce temps, les moyens de lâ€™Etat  
et sont encore utilisés par le parti au pouvoir pour son propre compte. Tout cela nâ€™est pas acceptable et nâ€™augure dâ€™  
impartialité électorale. Le dialogue est nécessaire Avancée en vain depuis longtemps par lâ€™opposition, cette idée  
dialogue est aujourdâ€™hui critiquée par Nkosazana Dlamini Zuma, la présidente de la commission de l'Union Africaine  
dans sa déclaration du 30 avril 2015 à « souligne la nécessité du dialogue entre les parties prenantes burundaises, en  
vue de résoudre pacifiquement leurs différends et de créer des conditions propices à la tenue dâ€™Élections paisibles  
inclusives, libres, régulières et transparentes ». De même, Tom Malinowski, lâ€™envoyé spécial d'OBAMA à Bujumbura  
martelé le même jour que « Des mesures concrètes seront prises, dont des sanctions ciblées contre les responsables  
des violences, si les autorités refusent le dialogue au Burundi ». Ceux qui redoutent le dialogue et la transition ont peut-  
être en mémoire les interminables négociations dâ€™Arusha. Mais nâ€™est-ce pas mal poser le problème ? Car, la  
question est de savoir si une transition est nécessaire. Et la réponse est oui. Car, dâ€™une part, le mandat du CNDD-FDD  
touche à sa fin ; dâ€™autre part, le régime de ce parti a créé des conditions qui rendent impossible la tenue dâ€™Élections  
acceptables. Il faut donc impérativement discuter et s'accorder sur la feuille de route dâ€™une transition qui permettra de  
remettre les choses en ordre. Si au Burkina Faso, il a été possible de se mettre rapidement d'accord, sur la durée, la  
mission et la composition du gouvernement de transition, etc., pourquoi cela serait-il impossible au Burundi ? Le  
dialogue sur les préoccupations majeures qui divisent les Burundais est nécessaire. Il est nécessaire pour que chacun  
ne soit pas tenté, en lâ€™absence dâ€™un cadre neutre de discussion, de recourir à la violence pour se faire entendre ou  
accéder à ses droits. Seul il permet la résolution pacifique des différends. Lâ€™ordre du jour du dialogue Si le  
gouvernement actuel refuse le dialogue, celui-ci se fera vraisemblablement sans lui, malgré et peut-être contre lui. Lâ€™  
instance ou la coalition qui lâ€™aura vainc pourra être tentée de former unilatéralement son gouvernement et  
donner un cap, mais le mieux serait dâ€™ouvrir des discussions pour que les acteurs politiques fixent ensemble la feuille de  
route de la transition. Sinon le nouveau pouvoir s'exposera aux mêmes accusations de dictature. Pour éviter  
lâ€™enlèvement et les discussions interminables, lâ€™ordre du jour devrait porter sur des questions essentielles, quâ€™on pe  
régler à court terme, et qui conditionnent la mise en place dâ€™institutions légitimes définitives. La réalisation de la fe  
route serait confiée au gouvernement et aux autres institutions de transition. En principe, chaque institution devra avoir  
ses missions. Il s'agirait donc, lors du dialogue, de décliner les missions qui devraient être accomplies pour rendre  
possible la mise en place dâ€™institutions légitimes définitives. Mais également la durée de cette transition. À